

“C’est le meilleur et le seul accord possible”

Épinglé

Le problème posé par Gibraltar est réglé

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a obtenu satisfaction. Il avait menacé de ne pas venir au sommet de Bruxelles, dimanche, s’il n’était pas clairement précisé que le statut post-Brexit de l’enclave britannique de Gibraltar, située au sud de son pays, ne serait décidé qu’avec l’accord de Madrid. Une solution a été trouvée samedi, à la veille du sommet. L’Espagne a reçu des garanties écrites de la part de l’UE qu’elle disposerait d’un droit de veto sur tout futur accord entre l’UE et le Royaume-Uni concernant Gibraltar. De son côté, Londres a communiqué que ces futurs accords n’engloberaient pas de manière automatique tout le territoire du Royaume-Uni. Cela a été suffisant pour que chaque pays s’estime vainqueur. Le chef de la diplomatie espagnol Josep Borrel a parlé de l’accord “*le plus important depuis le traité d’Utrecht de 1713*”, en vertu duquel Madrid a cédé Gibraltar à la Grande-Bretagne. La Première ministre britannique Theresa May a de son côté affirmé que la position de son pays sur la souveraineté de Gibraltar “*n’a pas changé et ne changera pas*”. (OleB)

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

La Première ministre britannique se retrouve face à une tâche herculéenne. Theresa May doit désormais convaincre la majorité des 650 députés de la Chambre des communes de voter mi-décembre en faveur de l’accord sur le Brexit conclu dimanche à Bruxelles. “*Je me concentrerai au cours des prochaines semaines à promouvoir cet accord*”, a-t-elle assuré dimanche à Bruxelles.

Mathématiquement, l’affaire est pourtant loin d’être entendue. En effet, Theresa May doit pour le moment faire face à une résistance résolue. D’un côté, l’opposition parlementaire menée par un parti travailliste, qui veut profiter de l’occasion pour faire tomber le gouvernement, ainsi que des libéraux-démocrates et le Parti national écossais, qui n’ont jamais accepté le résultat du référendum et font campagne pour une seconde consultation popu-

laire, avec l’espoir qu’elle renverserait le résultat de la première. De l’autre, le Parti démocrate unioniste (DUP) nord-irlandais, partenaire des conservateurs au Parlement, mais opposé à l’application du filet de sécurité (*backstop*) qui créerait un statut différent pour l’Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni, au cas où aucune autre solution ne soit trouvée dans le cadre de la future relation entre l’UE et son “futur ex-État membre” pour éviter le retour d’une frontière sur l’île d’Irlande. Enfin, M^{me} May doit composer avec une soixantaine de rebelles au sein de son parti conservateur, qui soutiennent au choix un second référendum, un Brexit plus brutal et se disent effrayés par un *backstop* qui, en maintenant le pays dans l’union douanière européenne, en ferait un “*État vassal*”.

“Mieux vaut cet accord que pas d’accord”

Tous ces opposants réclament un retour à la table des négociations. Cette option a été catégoriquement et unanimement rejetée par les dirigeants européens. “*Certains pensent qu’un autre accord peut être*

Union européenne

■ Les leaders des Vingt-Sept ont approuvé le texte sur le retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne

■ Theresa May doit à présent le faire adopter par le Parlement britannique.

Tout sauf une formalité.

obtenu mais ce n'est pas le cas", a prévenu Theresa May. Répétant mot pour mot la déclaration du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, elle a confirmé que *"c'est l'accord sur la table, c'est le meilleur accord possible, c'est le seul accord possible"*. C'est un fameux revirement qu'a opéré la Première ministre il y a quelques jours puisqu'elle juge désormais que les députés ont le choix entre son accord et une sortie de l'UE sans accord. Au revoir, donc, le slogan "Pas d'accord est mieux qu'un mauvais accord", remplacé par "Mon compromis est meilleur que pas d'accord du tout".

Pour convaincre les membres de son parti et le plus de travaillistes possible de la nécessité de la suivre, la Première ministre a indiqué que le gouvernement publiera ses analyses sur les effets du Brexit pour que *"les députés de tous les partis aient l'information disponible pour prendre leur décision au moment du vote [...] Les députés auront ensuite en tête leur devoir de réaliser le Brexit et son impact sur leurs électeurs. Or, les électeurs veulent que leurs emplois et leurs moyens de subsistance soient assurés et c'est ce que fait cet accord"*.

M^{me} May veut en tout cas éviter autant que possible que le vote sur l'accord, qui se tiendra à Westminster, se transforme en vote sur sa personne. Soumise aux questions insistantes de la presse britannique, à Bruxelles, elle a obstinément refusé

"Les Britanniques ne veulent plus perdre leur temps à débattre du Brexit."

Theresa May

La Première ministre britannique oppose un refus à ceux qui, outre-Manche, réclament un second référendum.

"Non [je ne suis pas triste]. Mais je reconnais que certains leaders européens [et] certains Européens au Royaume-Uni le sont en ce moment."

Theresa May
Première ministre britannique.

de confirmer, ou d'infirmer, qu'elle démissionnerait si le Parlement rejetait le texte.

Pas de second référendum

A ceux qui réclament la tenue d'un second référendum, Theresa May a opposé une réponse ferme. *"Le Parlement a voté à une forte majorité pour donner le choix aux gens de voter"*, a-t-elle rappelé. *"Ils ont voté et les députés doivent comprendre l'importance de réaliser le Brexit. [...] C'est une question de confiance vis-à-vis des politiciens que nous appliquions le résultat de leur vote."* Il n'est donc pas question d'un autre "vote du peuple", comme le ré-

clame notamment l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, opposé au Brexit. Theresa May insiste surtout sur le fait que *"ne pas soutenir cet accord nous ramènera vers plus de divisions"*. Un argument soutenu dimanche par le ministre des Affaires étrangères Jeremy Hunt, qui a rappelé les dégâts et l'incertitude que créerait un résultat inversé, 52 % en faveur du maintien dans l'UE : les 48 % ayant encore voté pour le Brexit auraient de bonnes raisons de se sentir lésés.

Consciente que le soutien des Britanniques dans les sondages pourrait pousser la majorité des députés à se rallier à son accord, M^{me} May a publié samedi soir "une lettre ouverte à la nation". Le résultat est loin d'être assuré : un sondage paru la semaine dernière indiquait que les Britanniques doutent fortement du bien-fondé de l'accord conclu avec l'Union.

"Ceux qui ont prétendu que les Britanniques épargneraient des centaines de millions de livres sterling [avec le Brexit] ont menti."

Emmanuel Macron
Président français.

"Je ne pense pas que le Royaume-Uni sera un pays tiers comme les autres pays tiers."

Jean-Claude Juncker
Président de la Commission européenne.

"Nous resterons amis jusqu'à la fin des temps, plus un jour."

Donald Tusk
Président du Conseil européen.

Les Vingt-Sept pensent déjà à la négociation de la future relation

L'atmosphère du court sommet européen extraordinaire de dimanche consacré au Brexit était à l'image du ciel morne de ce dimanche bruxellois. Si les leaders européens ont exprimé leur satisfaction de voir enfin conclu le traité de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, ils ont aussi souligné qu'ils auraient préféré ne jamais en arriver là. Et pour cause, le Brexit affaiblira l'Union sur les plans économique, politique et stratégique. *"Il est tragique de voir le Royaume-Uni quitter l'UE après quarante-cinq ans"*, a ainsi déclaré la chancelière allemande Angela Merkel à l'issue de la réunion. Le président français Macron a parlé d'*"un moment grave"* qui illustre la fragilité de l'Union et la nécessité de travailler à sa *"refondation"*. C'est le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, qui a le mieux résumé le sentiment général. *"C'est un jour où nous sommes satisfaits du résultat obtenu, mais c'est un jour très triste. Voir un pays comme le Royaume-Uni quitter l'Union européenne ne donne pas lieu à du champagne ou à des applaudissements."*

Le deuxième message délivré par les Vingt-Sept est que la négociation du retrait est terminée et qu'il ne peut plus être question de toucher au traité de 585 pages (voir LLB du 23/12), fruit d'une négociation âpre et complexe de plus de dix-huit mois, qu'Angela Merkel a qualifié *"d'œuvre d'art diplomatique"*.

Pour entrer en vigueur à la date du Brexit, le 29 mars 2019 à 23 heures GMT, le texte doit désormais être approuvé par le Parlement britannique, en décembre, puis par le Parlement européen, début 2019, en février ou en mars. L'approbation par le second devrait être une formalité, selon son président Antonio Tajani, qui

assure qu'il existe *"une forte majorité"* pour voter le texte. En revanche, il est très incertain que le traité passe la rampe de la Chambre des communes (lire ci-contre). *"Il est à présent temps que chacun prenne ses responsabilités"*, a insisté le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier. Prudents, les Vingt-Sept se gardent cependant bien de s'immiscer dans le débat politique britannique. *"On doit éviter de faire ce que personne ne nous a demandé"*, a glissé M^{me} Merkel. *"Ceux qui pensent qu'en rejetant l'accord ils en obtiendront un meilleur seront déçus dans les secondes qui suivent"*, a néanmoins prévenu M. Juncker. Car, qu'on se le dise, à Londres *"c'est le meilleur accord possible. C'est le meilleur accord possible pour l'Europe. C'est le meilleur accord possible pour le Royaume-Uni. C'est le seul accord possible"*, a insisté le président de la Commission.

La négociation de la future relation s'annonce houleuse

Les Vingt-Sept ont déjà le regard tourné vers l'avenir et les négociations sur la future relation entre l'Union et le Royaume-Uni, sur le plan commercial, de la sécurité, de la politique étrangère, etc. Celles-ci s'annoncent plus complexes encore que celles du retrait. Les deux parties doivent résoudre la quadrature du cercle et trouver une solution pérenne pour éviter le retour d'une frontière irlandaise, sous peine de devoir activer le *backstop* qui maintiendrait le Royaume-Uni dans l'union douanière après la période de transition de deux ans (ou plus). Les négociations sur la pêche promettent d'être houleuses : les pays côtiers européens veulent conserver l'accès aux eaux territoriales du Royaume-Uni en échange d'un accès au marché européen pour l'industrie de la pêche britannique. Le Français Macron en fait un préalable à tout accord sur la future relation. Enfin, les Vingt-Sept n'entendent pas que leur voisin se livre au dumping social, fiscal ou environnemental une fois sorti de l'Union.

Loin d'être terminée, la saga du Brexit ne fait que commencer.

Olivier le Bussy